

# La théorie des ondes longues et le capitalisme contemporain<sup>1</sup>

Michel Husson, mai 2007

L'une des thèses essentielles du livre d'Ernest Mandel est que le capitalisme a une histoire, et que celle-ci n'obéit pas à un fonctionnement cyclique. Elle conduit à une succession de périodes historiques, marquées par des caractéristiques spécifiques, qui fait alterner phases expansives et phases récessives. Cette alternance n'est pas mécanique : il ne suffit pas d'attendre 25 ou 30 ans. Si Mandel parle d'onde plutôt que de cycle, c'est bien que son approche ne se situe pas dans un schéma généralement attribué - et probablement à tort - à Kondratieff, de mouvements réguliers et alternés des prix et de la production<sup>2</sup>. L'un des points importants de la théorie des ondes longues est de rompre la symétrie des retournements : le passage de la phase expansive à la phase dépressive est « endogène », en ce sens qu'il résulte du jeu des mécanismes internes du système. Le passage de la phase dépressive à la phase expansive est au contraire exogène, non automatique, et suppose une reconfiguration de l'environnement social et institutionnel. L'idée clé est ici que le passage à la phase expansive n'est pas donné d'avance et qu'il faut reconstituer un nouvel « ordre productif »<sup>3</sup>. Cela prend le temps qu'il faut, et il ne s'agit donc pas d'un cycle semblable au cycle conjoncturel dont la durée peut être reliée à la durée de vie du capital fixe. Voilà pourquoi cette approche ne confère aucune primauté aux innovations technologiques : dans la définition de ce nouvel ordre productif, les transformations sociales (rapport de forces capital-travail, degré de socialisation, conditions de travail, etc.) jouent un rôle essentiel.

## La dynamique du taux de profit

Du côté de la production, il existe un fil directeur qui tient une place importante dans l'analyse de Mandel. C'est l'idée que la révolution technologique permanente conduit forcément à une croissance de la composition organique du capital, et cette approche s'inscrit dans une lecture assez orthodoxe de la baisse tendancielle du taux de profit. Dans un très intéressant texte adjoint à la réédition en français du *Troisième âge du capitalisme*<sup>4</sup>, Mandel synthétise ses principales thèses et en propose le résumé suivant : « *La hausse de la composition organique du capital conduit à la chute tendancielle du taux moyen de profit. Celle-ci peut être partiellement compensée par diverses contre-tendances, la plus importante d'entre elles est la tendance à l'accroissement du taux de plus-value (le taux d'exploitation de la classe ouvrière) indépendamment du niveau des salaires réels (qui peuvent augmenter dans les mêmes circonstances, étant donné un taux suffisant d'accroissement de la productivité du travail). Cependant, à long terme, le taux de plus-value ne peut augmenter proportionnellement au taux d'accroissement de la composition organique du capital, et la plupart des contre-tendances tendent au moins périodiquement (et aussi à très long terme) à être supplantées à leur tour* ».

Cette formulation, classique, n'est cependant pas vraiment satisfaisante, pour plusieurs raisons. La modélisation du taux de plus-value n'est pas claire. Ce dernier est déterminé par l'évolution relative du salaire réel et de la productivité du travail : cette dernière a pour effet de baisser la valeur de la force de travail à salaire réel donné, mais elle peut compenser une amélioration du niveau de vie des travailleurs, sans que cela se traduise par une baisse du taux d'exploitation. Il n'y a pas ici de loi générale selon laquelle le taux d'exploitation devrait ou non augmenter : cela dépend du rythme de la productivité du travail et du rapport de forces capital/travail. Il faut donc distinguer les deux composantes du taux de plus-value (salaire réel et productivité du travail) à moins de se situer dans un cas très particulier de maintien à moyen terme du salaire réel. Mais, à partir du moment où l'on introduit cette distinction, l'observation vaut aussi pour la composition organique du capital.

---

<sup>1</sup> Ce texte est la version remaniée d'une communication au Colloque Ernest Mandel tenu à Bruxelles le 19 novembre 2005.

<sup>2</sup> Nicolas D. Kondratieff, *Les grands cycles de la conjoncture*, Economica, 1992.

<sup>3</sup> Pour reprendre le concept de Pierre Dockès et Bernard Rosier, *Rythmes économiques. Crises et changement social : une perspective historique*, La Découverte/Maspero, 1983.

<sup>4</sup> *Le troisième âge du capitalisme*, Les Editions de la Passion, 1997. Le texte, intitulé « Variables partiellement indépendantes et logique interne dans l'analyse marxiste classique » est paru initialement dans Ulf Himmelstrand, *Interfaces in Economic & Social Analysis*, Routledge, 1992.

Le rapport en valeur du capital constant au capital variable n'obéit pas non plus à une loi générale d'augmentation qui découlerait de l'accumulation du capital mort par rapport au capital vivant. Il y a trois raisons à cela. La première est que le capital mort transmet petit à petit sa valeur aux marchandises produites. Le capital constant augmente avec l'accumulation, mais baisse avec ce transfert de valeur (l'amortissement) de telle sorte que la composition organique aurait plutôt tendance à se stabiliser. Pour illustrer cette proposition, on peut imaginer une économie où toute la plus-value est accumulée et où la dépense de travail (la valeur totale créée chaque année), le taux de plus-value et le taux d'amortissement sont constants. Dans ce cas, la composition organique du capital tend vers une constante<sup>5</sup>. Ce résultat est assez simple à comprendre : en valeur, l'amortissement augmente proportionnellement au capital, tandis que la valeur nouvelle accumulée est constante. La première grandeur augmente jusqu'à égaler progressivement le surcroît (constant) de capital accumulé et à ce moment le capital constant n'augmente plus en valeur, puisque la quantité de valeur qu'on lui ajoute (l'accumulation) est égale à ce qu'on lui retire (l'amortissement). On peut certes construire des exemples où la composition organique augmente indéfiniment, mais cette tendance est obtenue comme sous-produit d'autres tendances que l'on ne peut considérer comme représentatives du fonctionnement normal du capitalisme, par exemple une augmentation de la partie accumulée du produit social, ou un allongement continu de la durée de vie du capital.

Ce résultat heurte cependant l'intuition selon laquelle l'accumulation augmente le poids du capital relativement au travail. Cet alourdissement des combinaisons productives est un fait avéré, mais il concerne la composition technique, dont la croissance n'entraîne pas forcément celle de la composition en valeur. L'indicateur le plus simple est le capital par tête qui rapporte le stock de capital – le nombre de machines si l'on veut – aux effectifs employés ou au nombre total d'heures de travail. Mais, fera-t-on remarquer, un tel concept de « capital » défini comme un stock de moyens de production est étranger à la théorie marxiste et ne fait sens que dans la théorie néo-classique. Une telle objection n'est cependant pas légitime, parce qu'elle confond des problèmes de mesure avec la critique d'un concept. Le concept de capital de la théorie marginaliste est certes contestable, parce qu'il est censé préexister aux prix relatifs. Autrement dit, il devrait être théoriquement possible de déterminer la quantité de cette substance particulière, de ce « facteur de production » que serait le capital en général, indépendamment des prix et donc de la répartition. Cette exigence résulte logiquement du fait qu'on va ensuite construire une théorie de la répartition établissant que le profit est déterminé par la productivité marginale du capital, le salaire reflétant de manière symétrique la productivité marginale du travail. On reconnaît la critique dite « cambridgienne » de la théorie du capital qui consiste à dire que cette théorie est circulaire et que la mesure du capital physique ne peut préexister au système de prix<sup>6</sup>. Tout ceci est parfaitement juste, mais n'a rien à voir avec la possibilité de construire un agrégat baptisé capital fixe. Personne ne discute la pertinence d'une notion de productivité du travail, qui suppose la mesure d'un produit « physique » en tant qu'agrégat, que « panier » de valeurs d'usage que l'on ne peut combiner qu'à l'aide d'un système de prix. Le stock de capital additionne quant à lui des générations d'investissement et est redevable de conventions semblables, à laquelle vient s'ajouter une loi raisonnable d'amortissement.

Donc, le capital par tête augmente, et c'est un fait empirique qui ne fait l'objet d'aucune discussion. Pourquoi alors ne peut-on en déduire une tendance à la hausse de la composition organique ? Cette impossibilité découle pour l'essentiel de l'action de la productivité du travail, ce qu'une formalisation minimale permet de vérifier (voir encadré). Le passage de la composition technique à la composition organique dépend de l'évolution de la productivité et du salaire réel. A taux de plus-value constant, la composition organique ne s'élève que si la composition technique du capital croît plus vite que la productivité du travail. En d'autres termes, l'identité entre les évolutions de la composition technique et de la composition valeur ne peut être établie en toute généralité. On ne peut donc invoquer une baisse tendancielle du taux de profit qui serait le reflet à peu près automatique d'une élévation continue de la composition organique du capital.

---

<sup>5</sup> Soit  $d$  le taux d'amortissement,  $m$  la fraction accumulée de la valeur nouvelle, et  $v$  le taux de plus-value. Si ces trois grandeurs sont constantes, la composition organique tend vers une limite finie  $m \cdot (1+v)/d$ . Avec un taux d'amortissement de 10 %, un taux d'accumulation de 20 % de la valeur produite et un taux de plus-value de 100 %, la composition organique tend vers 4.

<sup>6</sup> Pour une présentation récente, voir Gérard Jorland, *Les paradoxes du capital*, Editions Odile Jacob, 1995, chap.8.

## L'évolution de la composition organique

Pour évaluer le nombre d'heures de travail cristallisées dans le capital fixe engagé, on divise le volume de capital  $K$  par la productivité moyenne du travail dans la production des biens de capitaux. Comme il s'agit d'un ensemble de biens produits à des époques différentes, il faut donc appliquer, non pas la productivité courante, mais la productivité moyenne de ces différentes générations. Si l'âge moyen du capital est  $\theta$  il faut lui appliquer en première approximation une productivité décalée de  $\theta$  années. La valeur du capital constant est alors  $K/\text{prod}_{t-\theta}$ . La valeur du capital variable est égale à  $wN/\text{prod}_t$  où  $w$  est le salaire réel,  $N$  les effectifs et  $\text{prod}_t$  la productivité courante. La composition organique (CO) se calcule finalement selon la formule  $CO = [(K/N)/\text{prod}_{t-\theta}] / [w/\text{prod}_t]$ . Si le taux de plus-value ( $w/\text{prod}_t$ ) est constant, alors la composition organique (CO) n'augmente que si la composition technique ( $K/N$ ) croît plus vite que la productivité moyenne du travail sur la période.

Il n'en reste pas moins que le déroulé des ondes longues a quelque chose à voir avec le taux de profit. Mais cela ne veut pas dire que la phase expansive se déclenche automatiquement dès que le taux de profit franchit un certain seuil. C'est là une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut que la manière dont se rétablit le taux de profit apporte en même temps une réponse adéquate à d'autres questions portant notamment sur la réalisation. Voilà pourquoi la succession des phases n'est en rien donnée à l'avance. Périodiquement, le capitalisme doit redéfinir les modalités de son fonctionnement et mettre en place un « ordre productif », qui réponde de manière cohérente à un certain nombre de questions quant à l'accumulation et à la reproduction. Il faut en particulier combiner quatre éléments<sup>7</sup> :

- un mode d'accumulation du capital qui règle les modalités de la concurrence entre capitaux et du rapport capital-travail ;
- un type de forces productives matérielles ;
- un mode de régulation sociale : droit du travail, protection sociale, etc. ;
- le type de division internationale du travail.

Le taux de profit est cependant un bon indicateur synthétique de la double temporalité du capitalisme, comme y insistait Mandel. A court terme, il fluctue avec le cycle conjoncturel, tandis que ses mouvements de long terme résument les grandes phases du capitalisme. La mise en place d'un ordre productif cohérent se traduit par son maintien à un niveau élevé et à peu près « garanti ». Au bout d'un certain temps, le jeu des contradictions fondamentales du système dégrade cette situation, et la crise est toujours et partout marquée par une baisse significative du taux de profit. Celle-ci reflète une double incapacité du capitalisme à reproduire le degré d'exploitation des travailleurs et à assurer la réalisation des marchandises, plus qu'une tendance à la hausse de la composition organique du capital. La mise en place progressive d'un nouvel ordre productif se traduit par un rétablissement plus ou moins rapide du taux de profit. C'est de cette manière qu'il nous semble utile de reformuler la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : ce dernier ne baisse pas de manière continue mais les mécanismes qui le poussent à la baisse finissent toujours par l'emporter sur ce que Marx appelait les contre-tendances. Le retournement est endogène, et l'exigence d'une refonte de l'ordre productif réapparaît donc périodiquement.

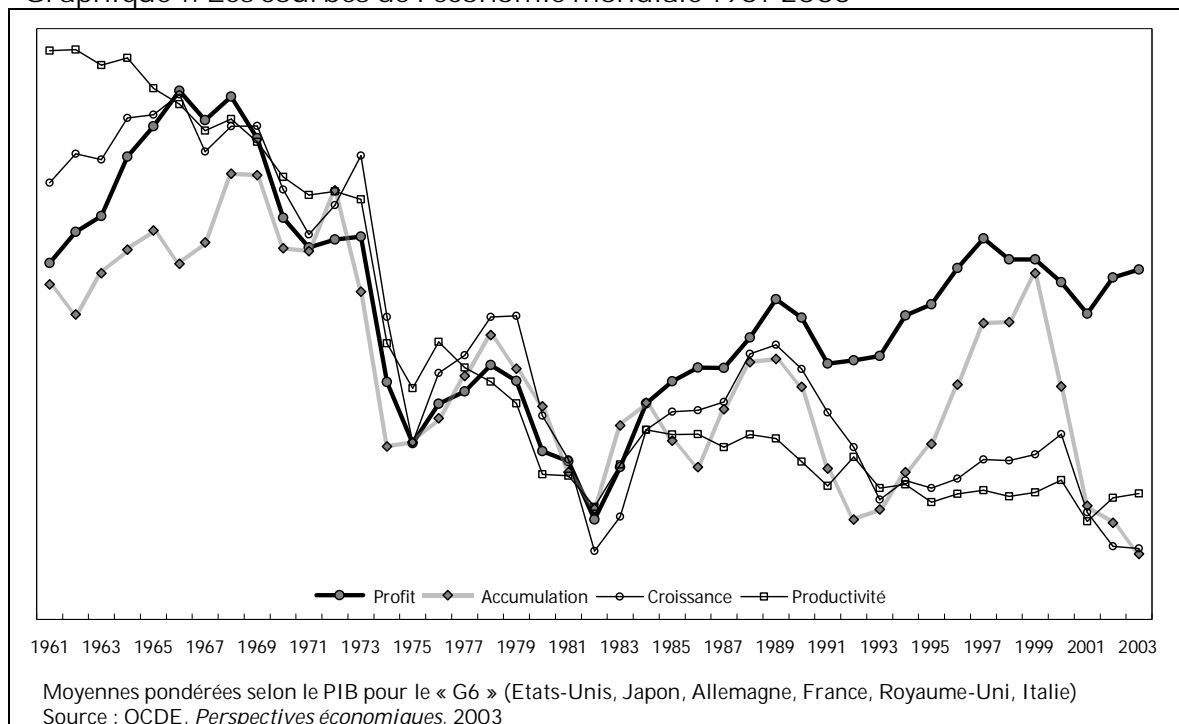
### Profit sans accumulation ?

Cette discussion a des implications quant à l'analyse de la configuration inédite du capitalisme contemporain. Depuis le tournant néo-libéral intervenu au début des années 1980, la restauration incontestable du taux de profit n'a pas entraîné une augmentation durable et généralisée de l'accumulation et de la croissance (graphique 1). La comparaison entre profit et accumulation permet de distinguer deux phases fortement contrastées. Jusqu'au début des années 1980, ces deux grandeurs varient de concert ; elles fluctuent à des niveaux élevés durant les années 1960 puis se mettent à baisser, en deux temps, d'abord aux Etats-Unis, puis au Japon et en Europe. La reprise qui se situe entre les deux chocs pétroliers ne freine cette chute que de manière transitoire. Les deux autres courbes, celles de la croissance et de la productivité évoluent en phase. C'est donc l'ensemble du cercle vertueux des années « fordistes » qui se dérègle. La dynamique du capital,

<sup>7</sup> pour une présentation plus détaillée, voir Christian Barsoc, *Les rouages du capitalisme*, La Brèche, 1994, <http://hussonet.free.fr/rouages.pdf>

mesurée par ces quatre variables fondamentales, fait apparaître une grande cohérence, dans la prospérité comme dans la crise.

Graphique 1. Les courbes de l'économie mondiale 1961-2003



L'histoire des deux dernières décennies peut alors se résumer ainsi : le taux de profit tend à se rétablir mais ne réussit pas à entraîner les autres variables, ou seulement de manière transitoire. A la fin des années 1980, l'économie mondiale semble dopée par le krach de 1987 et, contre toute attente, semble redémarrer de plus belle. La croissance reprend et, avec elle, l'accumulation. Il est amusant de rappeler que cette période est caractérisée par un regain d'intérêt pour les cycles longs. Les articles de presse et les déclarations optimistes se multiplient alors, pour annoncer vingt nouvelles années de croissance.

Le soulagement d'avoir évité une crise profonde qui menaçait depuis le tournant vers l'économie de l'offre conduit à une forme d'euphorie que l'on retrouvera un peu plus tard avec la « nouvelle économie ». Les plus sceptiques se préparent presque, en leur for intérieur, à admettre l'entrée dans une nouvelle phase. Encore plus que la foi dans les technologies, ce sont les références au toyotisme qui jouent un rôle idéologique majeur dans ce climat. Le « nouveau modèle de travail » semble être la source de nouveaux gains de productivité, et sa généralisation est perçue comme le vecteur d'un nouveau mode de régulation. Il faut malheureusement déchanter assez vite. Le retournement s'effectue dès le début des années 1990 (un peu avant la guerre du Golfe), et il conduit à une récession particulièrement sévère en Europe. C'est à partir de ce moment aussi, mais on n'en prendra conscience qu'un peu plus tard, que le Japon s'enlise dans une croissance à peu près nulle.

Toujours sur ce même graphique, on peut repérer l'espoir suscité par la « nouvelle économie ». La période 1996-2000 est marquée par une reprise très marquée de l'accumulation qui semble pratiquement combler l'écart avec le niveau atteint par le taux de profit. Mais, cette fois encore, le mouvement ne dure pas, et se retourne pour des raisons très classiques. Il ne s'est de toute manière pas étendu au reste du monde : la reprise en Europe de la fin des années 1990 a d'autres ressorts que les nouvelles technologies et demeure un épisode conjoncturel. Enfin, sauf peut-être aux Etats-Unis, la « nouvelle économie » n'a pas qualitativement inversé une tendance historique de ralentissement de la productivité du travail. C'est sans doute là que se trouve la cause profonde qui empêche d'entrer dans une nouvelle onde longue expansive.

L'approche marxiste de la dynamique longue du capital pourrait en fin de compte être résumée de

la manière suivante : la crise est certaine, mais la catastrophe ne l'est pas. La crise est certaine, en ce sens que tous les arrangements que le capitalisme s'invente, ou qu'on lui impose, ne peuvent supprimer durablement le caractère déséquilibré et contradictoire de son fonctionnement. Seul le passage à une autre logique pourrait déboucher sur une régulation stable. Mais les remises en cause périodiques qui scandent son histoire n'impliquent nullement que le capitalisme se dirige inexorablement vers l'effondrement final. A chacune de ces « grandes crises », l'option est ouverte : soit le capitalisme est renversé, soit il rebondit sous des formes qui peuvent être plus ou moins violentes (guerre, fascisme), et plus ou moins régressives (tournant néo-libéral).

## Pas de solutions technologiques aux contradictions du capitalisme

La productivité du travail mesure le volume de biens et de services produit par heure de travail et constitue donc une bonne approximation du degré de développement des forces productives ; elle joue donc un rôle décisif dans la dynamique du capitalisme. Certes, l'analyse marxiste classique décompose le taux de profit en deux éléments : le taux d'exploitation et la composition organique du capital ; mais on a vu que ces deux grandeurs dépendent à leur tour de la productivité du travail. Le taux d'exploitation dépend de l'évolution du salaire, et l'efficacité du capital de celle du capital par tête, rapportées dans l'un et autre cas à la productivité du travail. De manière synthétique, on peut dire que le taux de profit va monter ou baisser selon que l'augmentation du salaire réel est ou n'est pas compensée par l'amélioration de la « productivité globale des facteurs », définie comme une moyenne pondérée de la productivité du travail et de la productivité du capital<sup>8</sup>.

C'est paradoxalement chez les partisans de la « nouvelle économie » que l'on assiste à une résurgence d'un marxisme vulgaire, selon lequel la technique décide de tout. Puisqu'il y a des nouvelles technologies, il doit donc y avoir aussi plus de productivité, plus de croissance et plus d'emplois. C'est sur ce raisonnement simpliste qu'a été construit par exemple la théorie du « capitalisme patrimonial » avancée par Michel Aglietta<sup>9</sup>. Son hypothèse fondamentale était que la « net économie » allait procurer au capitalisme une source renouvelée de productivité permettant de stabiliser le taux de profit à un niveau élevé tout en redistribuant une partie du produit, non plus sous forme de salaire mais de rémunérations financières. C'est donc dans la plus belle tradition d'un marxisme kominternien que les nouvelles technologies étaient invoquées comme la source automatique de nouveaux profits et même d'un nouveau modèle social.

Personne ne songerait évidemment à nier l'ampleur intrinsèque des innovations dans le domaine de l'information et de la communication, mais ce sont les autres maillons du raisonnement qui font problème. Un prix Nobel, Robert Solow, a même donné son nom à un paradoxe qui consistait justement à remarquer que l'informatisation ne donnait pas lieu aux gains de productivité attendus. Apparemment, le récent cycle de croissance aux Etats-Unis a mis fin à ce paradoxe, puisque l'on a enregistré un bond en avant des gains de productivité. Ce serait la base sur laquelle pourrait s'amorcer une nouvelle phase de croissance longue. Mais ce pronostic se heurte à trois incertitudes.

La première porte sur la durabilité du phénomène aux Etats-Unis mêmes : s'agit-il d'un cycle *high tech*, limité dans le temps ? La diffusion des gains de productivité peut-elle gagner l'ensemble des secteurs ? Le second doute, encore plus fort, concerne l'extension possible de ce modèle au reste du monde, dans la mesure où il repose sur la capacité particulière des Etats-Unis à drainer les capitaux en provenance du monde, en contrepartie d'un déficit commercial qui se creuse chaque année. Enfin, et surtout on doit s'interroger sur la légitimité du modèle social, inégalitaire et régressif, associé à ces transformations du capitalisme. Ces interrogations peuvent être éclairées par un autre constat : le retournement de la « nouvelle économie » provient, très classiquement, d'une baisse du taux de profit. C'est pourquoi un économiste qui a pourtant peu de choses à voir avec le marxisme a pu affirmer : *Marx is back*<sup>10</sup>. Le surcroît de productivité a en effet été chèrement payé par un surinvestissement finalement coûteux, qui a conduit à une augmentation de la composition organique du capital, tandis que le taux d'exploitation finissait par baisser.

<sup>8</sup> Voir Michel Husson, *Misère du capital*, Syros, 1996, <http://hussonet.free.fr/mdk.pdf>

<sup>9</sup> voir notamment Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.

<sup>10</sup> Patrick Artus, *Karl Marx is back*, CDC Flash n°4, janvier 2002, <http://hussonet.free.fr/marx2fr>

## Gains de productivité et intensification du travail

Il est une autre manière de questionner le lien entre innovations technologiques et gains de productivité, en montrant que ces derniers résultent de méthodes très classiques d'intensification du travail. Les transformations induites par Internet, pour prendre cet exemple, n'ont qu'un rôle accessoire dans la genèse des gains de productivité. La commande en ligne fait gagner au mieux une journée par rapport au remplissage d'un formulaire ou à la consultation d'un catalogue, pour une réactivité qui est rarement supérieure. Ce qui se passe ensuite dépend essentiellement de la chaîne d'assemblage et de la capacité à mettre en œuvre une fabrication modulaire, et la viabilité de l'ensemble repose au bout du compte sur la qualité des circuits d'approvisionnement physiques. A partir du moment où elles ne sont pas elles-mêmes transmissibles par Internet, les marchandises commandées doivent bien circuler en sens inverse. L'essentiel des gains de productivité ne découle donc pas du recours à Internet en tant que tel, mais de la capacité à faire travailler les salariés avec des horaires ultra-flexibles (sur la journée, sur la semaine ou sur l'année, en fonction du type de produit) et à intensifier et fluidifier les réseaux d'approvisionnement, avec une prime aux livraisons individuelles et au transport routier.

Bien des analyses du capitalisme contemporain adoptent ainsi une représentation idéologique de la technique, qui vient constamment faire obstacle à une étude raisonnée de ce qui est vraiment nouveau. Cette idéologie est d'autant plus puissante qu'elle prend appui sur la fascination exercée par des technologies effectivement prodigieuses. Mais, du coup, elle biaise toutes les interprétations dans le sens d'une sous-estimation systématique du rôle des processus de travail. Que ce soit délibéré ou non, le résultat est atteint lorsque les enjeux sociaux des nouvelles technologies sont repoussés dans les coulisses, au rang des vieilles questions sans intérêt. On fabrique ainsi une représentation du monde, où le travailleur « cognitif » devient l'archétype du salarié du XXI<sup>ème</sup> siècle, alors que la mise en œuvre par le capital de ces nouvelles technologies fabrique au moins autant d'emplois peu qualifiés que de postes d'informaticiens. Malgré tous les discours grandiloquents sur les *stock options* et l'association de ces nouveaux héros du travail intellectuel à la propriété du capital, les rapports de classe fondamentaux sont toujours des rapports de domination. La dévalorisation permanente du statut des professions intellectuelles, la déqualification ininterrompue des métiers de la connaissance, tendent à reproduire le statut de prolétaire, et s'opposent ainsi totalement à des schémas naïfs de montée universelle des qualifications et d'émergence d'une nouvelle phase du capitalisme<sup>11</sup>.

Certes, on peut faire confiance aux nouveaux entrepreneurs pour réduire au minimum leurs dépenses et pour chercher à imposer leurs revendications extravagantes en matière d'organisation du travail. Pourtant il aurait dû sembler évident que bien des projets ne pouvaient accéder à la rentabilité. C'est ce que les multiples faillites de *start-ups* prometteuses ont démontré au tournant du siècle. Ce sont des arguments très classiques de rentabilité qui ont rattrapé la « nouvelle économie » et décidé de la viabilité de ces entreprises. Le recours aux nouvelles technologies n'était donc pas en soi une garantie, ni un moyen magique d'échapper aux contraintes de la loi de la valeur.

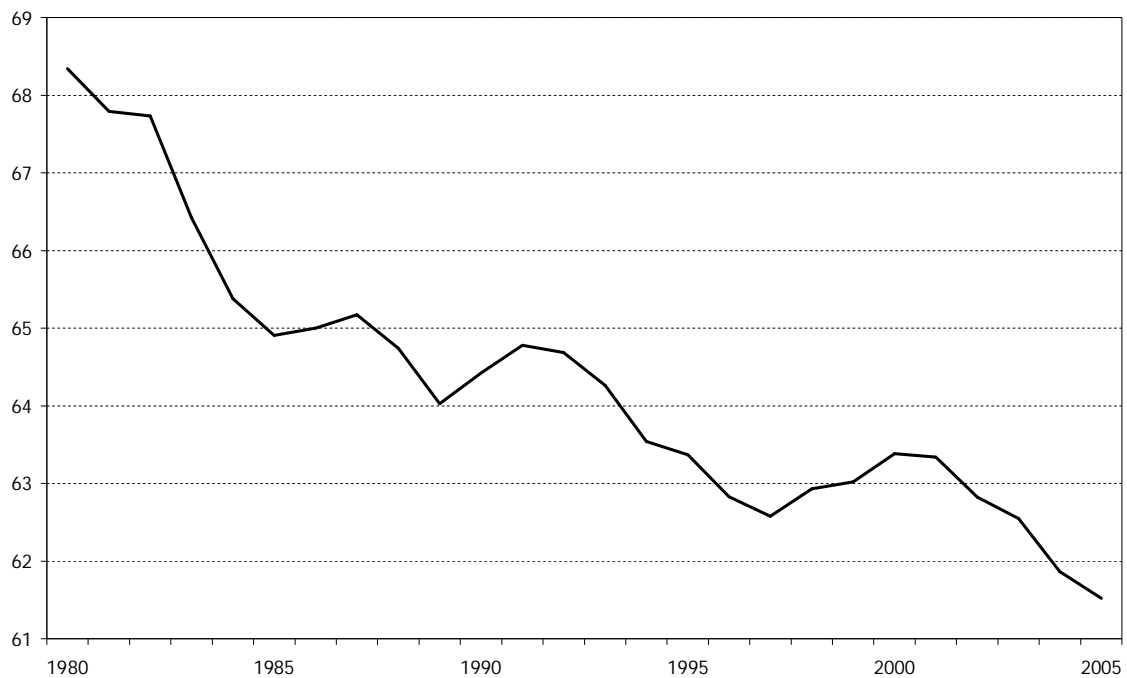
### La reproduction difficile

La tendance dominante depuis le début des années 1980 est la progression du taux d'exploitation que même le FMI est obligé de souligner : « si l'on examine la part du travail [dans le revenu national], on observe clairement une baisse depuis le début des années 1980 pour l'ensemble des pays développés » (graphique 2). Or, pour fonctionner de manière relativement harmonieuse, le capitalisme a besoin d'un taux de profit suffisant, mais aussi de débouchés. Mais cela ne suffit pas, et une condition supplémentaire doit être satisfaite, qui porte sur la forme de ces débouchés : ils doivent correspondre aux secteurs susceptibles, grâce aux gains de productivité qui leur sont associés, de dégager une rentabilité la plus élevée possible. Or, cette adéquation est constamment remise en cause par l'évolution des besoins sociaux.

---

<sup>11</sup> voir Michel Husson, « Sommes-nous entrés dans le capitalisme cognitif ? », *Critique communiste* n°169-170, 2003, <http://hussonet.free.fr/cogniti.pdf>

Graphique 2. Part du travail dans le revenu national des économies avancées



Source: FMI, World Economic Outlook, April 2007, chapitre 5, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2007/01/pdf/c5.pdf>

Dans la mesure où le blocage salarial s'est imposé comme le moyen privilégié de rétablissement du profit en Europe, la croissance possible était *a priori* contrainte. Mais ce n'est pas la seule raison, qu'il faut plutôt trouver dans les limites de taille et de dynamisme de ces nouveaux débouchés. La multiplication de biens innovants n'a pas suffi à constituer un nouveau marché d'une taille aussi considérable que la filière automobile, qui entraînait non seulement l'industrie automobile mais les services d'entretien et les infrastructures routières et urbaines. L'extension relativement limitée des marchés potentiels n'a pas non plus été compensée par la croissance de la demande. Il manquait de ce point de vue un élément de bouclage important qui devait mener des gains de productivité à des progressions rapides de la demande en fonction des baisses de prix relatives induites par les gains de productivité.

On assiste ensuite à une dérive de la demande sociale, des biens manufacturés vers les services, qui correspond mal aux exigences de l'accumulation du capital. Le déplacement se fait vers des zones de production (de biens ou de services) à faible potentiel en productivité. Dans les coulisses de l'appareil productif aussi, les dépenses de services voient leur proportion augmenter. Cette modification structurelle de la demande sociale est l'une des causes essentielles du ralentissement de la productivité qui vient ensuite raréfier les opportunités d'investissement rentables. Ce n'est pas avant tout parce que l'accumulation a ralenti que la productivité a elle-même décéléré. C'est au contraire parce que la productivité - en tant qu'indicateur de profits anticipés - a ralenti, que l'accumulation est à son tour découragée et que la croissance est bridée, avec des effets en retour supplémentaires sur la productivité. Un autre élément à prendre en considération est également la formation d'une économie réellement mondialisée qui, en confrontant les besoins sociaux élémentaires au Sud avec les normes de compétitivité du Nord, tend à évincer les producteurs (et donc les besoins) du Sud.

Dans ces conditions, la distribution de revenus ne suffit pas pour assurer des débouchés rentables, si ces revenus sont dépensés dans des secteurs dont la productivité - inférieure ou croissant moins rapidement - vient peser sur les conditions générales de la rentabilité. Comme le transfert n'est pas freiné ou compensé en raison d'une relative saturation de la demande adéquate, le salaire cesse en partie d'être un débouché adapté à la structure de l'offre et c'est une raison supplémentaire de le bloquer. L'inégalité dans la répartition des revenus au profit de couches sociales aisées (au niveau mondial également) représente alors, jusqu'à un certain point,

une issue à la question de la réalisation du profit.

L'enlèvement du capitalisme dans une phase dépressive résulte donc d'un écart croissant entre la transformation des besoins sociaux et le mode capitaliste de reconnaissance, et de satisfaction, de ces besoins. Mais cela veut dire aussi que le profil particulier de la phase actuelle mobilise, peut-être pour la première fois dans son histoire, les éléments d'une crise systémique du capitalisme. On peut même avancer l'hypothèse que le capitalisme a épuisé son caractère progressiste en ce sens que sa reproduction passe dorénavant par une involution sociale généralisée. En tout cas, on doit constater que ses capacités actuelles d'ajustement se restreignent, dans ses principales dimensions, technologique, sociale et géographique.

Si la technologie ne permet donc plus de modérer la satisfaction des besoins sociaux sous l'espèce de marchandises à forte productivité, cela veut dire que l'adéquation aux besoins sociaux est de plus en plus menacée et que les inégalités croissantes dans la répartition des revenus deviennent la condition de réalisation du profit. C'est pourquoi le capitalisme est incapable de proposer un « compromis institutionnalisé » acceptable, autrement dit un partage équitable des fruits de la croissance. Il revendique, d'une manière complètement contradictoire avec le discours élaboré durant « l'Age d'or » des années d'expansion, la nécessité de la régression sociale pour soutenir le dynamisme de l'accumulation. Il semble incapable, sans modification profonde des rapports de force, de revenir de lui-même à un partage plus équilibré de la richesse.

Enfin, du point de vue géographique, le capitalisme a perdu sa vocation d'extension en profondeur. L'ouverture de vastes marchés potentiels après la chute du Mur de Berlin n'a pas constitué le nouvel Eldorado imaginé, et donc pas non plus le « choc exogène » salvateur. La structuration de l'économie mondiale tend à renforcer les mécanismes d'éviction en contraignant les pays du Sud à un impossible alignement sur des normes d'hyper-compétitivité. De plus en plus, la figure harmonieuse de la Triade est remplacée par des rapports conflictuels entre les trois pôles dominants. Le dynamisme récent des Etats-Unis ne jette pas les bases d'un régime de croissance qui pourrait ensuite se renforcer en s'étendant au reste du monde. Ses contreparties apparaissent de plus en plus évidentes sous forme d'étouffement de la croissance en Europe et au Japon. L'émergence de nouveaux producteurs et de nouveaux marchés, principalement la Chine, est un phénomène contradictoire : elle ouvre de nouveaux débouchés mais contribue en même temps à la dévalorisation de la force de travail et reproduit ainsi les difficultés de réalisation. La période ouverte par le dernier retournement conjoncturel est alors placée sous le signe d'une instabilité accrue de l'économie mondiale.

Bref, les possibilités de remodelage des trois dimensions (technologique, sociale, géographique) susceptibles de fournir le cadre institutionnel d'une nouvelle phase expansive semblent limitées et cette onde longue est vraisemblablement appelée à s'étirer dans la faible croissance. Pour paraphraser une formule célèbre, le fordisme a sans doute représenté « le stade suprême du capitalisme », ce qu'il avait de mieux à offrir. Le fait qu'il retire ostensiblement cette offre marque de sa part la revendication d'un véritable droit à la régression sociale.

### Nouvelle économie, nouvelle onde longue ?

Depuis la contre-révolution néo-libérale, les débats oscillent entre deux conceptions. Certains insistent sur la cohérence de ce projet, d'autres sur ses imperfections et notamment l'instabilité financière. Périodiquement, on annonce la mise en place d'un nouveau modèle. Le taux de profit a retrouvé ses niveaux d'avant la crise. Les nouvelles technologies sont là. N'est-on pas entré dans un nouvel ordre productif ? L'analyse proposée ici débouche sur cette conclusion : malgré le rétablissement du taux de profit, le capitalisme mondial n'est pas entré dans une nouvelle phase expansive. Il lui manque essentiellement trois attributs : un ordre économique mondial, des terrains d'accumulation rentable suffisamment étendus et un mode de légitimation sociale. La phase actuelle est particulièrement étirée, faute de boucler sur un ordre productif cohérent et sur une structuration stable de l'économie mondiale.

La grille théorique proposée ici peut être rapidement située par rapport à d'autres approches. Elle ne s'oppose pas en tant que telle à l'approche régulationniste initiale et sa problématique présente bien des points communs : pour bien fonctionner, le capitalisme a besoin d'un ensemble d'éléments constitutifs de ce que l'on peut appeler un mode de régulation ou un ordre productif.



L'important est de combiner l'historicité et la possibilité de schémas de reproduction relativement stables. Mais il faut se séparer des travaux régulationnistes de la « deuxième génération » placés sous le signe de l'harmonie spontanée, et soucieux avant tout de dessiner les lignes d'un nouveau contrat social, comme si c'était la logique naturelle de fonctionnement du capitalisme, et comme si celui-ci disposait en permanence d'un stock de modes de régulation où il suffirait de l'encourager à choisir le bon<sup>12</sup>.

Cette approche se distingue également d'une interprétation marxiste trop monocausale faisant du taux de profit instantané l'alpha et l'oméga de la dynamique du capital. Mais il faut surtout discuter les approches qui donnent une place disproportionnée à la technologie. Dans la théorie des ondes longues, il existe un lien organique entre la succession d'ondes longues et celle des révolutions scientifiques et techniques, sans que cette mise en relation puisse se ramener à une vision néo-schumpeterienne où l'innovation serait en soi la clé de l'ouverture d'une nouvelle onde longue. De ce point de vue, les mutations liées à l'informatique constituent à n'en pas douter un nouveau « paradigme technico-économique » - pour reprendre la terminologie de Freeman et Louçã dans leur remarquable ouvrage<sup>13</sup> - mais cela ne suffit pas à fonder une nouvelle phase expansive. Il est d'autant plus urgent de prendre ses distances avec un certain scientisme marxiste que les avocats du capitalisme le reprennent à leur compte en feignant de croire que la révolution technologique en cours suffit à définir un modèle social cohérent.

La théorie des ondes longues débouche donc sur une critique radicale du capitalisme. Si celui-ci a autant de mal à jeter les bases d'un ordre productif relativement stable et socialement attractif, c'est qu'il est confronté à une véritable crise systémique. Sa prospérité repose dorénavant sur une exploitation aggravée des travailleurs, et sur la négation d'une grande partie des besoins sociaux. Arrivé à ce stade, les pressions qu'on peut exercer sur lui pour le faire fonctionner autrement, le réguler, doivent être tellement fortes qu'elles se distinguent de moins en moins d'un projet global de transformation sociale.

Face à ce capitalisme qui ressemble de plus en plus à son concept, l'aspiration à un peu de régulation est légitime. Mais il faut se garder d'une double erreur d'appréciation. Il faut d'abord ne pas confondre le besoin de re-régulation avec l'illusion de la régulation qui consiste à penser que ce système est rationnel et se laissera donc convaincre par un argumentaire bien construit. Une variante de cette illusion serait de se fixer la tâche impossible de séparer le bon grain de l'ivraie et de procurer une nouvelle raison d'être au capitalisme en le débarrassant de l'emprise de la finance. Ensuite, il faut admettre que la critique du capitalisme actuel ne peut se faire au nom d'un « fordisme » mythifié auquel il s'agirait de le ramener. Il n'est bien sûr pas interdit de s'appuyer sur les acquis sociaux et la légitimité dont ils jouissent, mais c'est parfaitement insuffisant.

Le dépassement de ces deux obstacles dessine une stratégie dont les intentions sont assez claires : la résistance à la marchandisation capitaliste conduit peu à peu à la construction d'une légitimité alternative, fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité et de gratuité, qui remettent en cause le cœur de la logique capitaliste. Parce qu'il refuse de répondre positivement à des demandes élémentaires et revient sur des droits acquis, le radicalisme du capital engendre ainsi une nouvelle radicalité des projets de transformation sociale.

---

<sup>12</sup> pour une critique de l'école de la régulation, voir Michel Husson, « L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ? », in Jacques Bidet et Eustache Kouvelakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, 2001, <http://hussonet.free.fr/regula99.pdf>

<sup>13</sup> Christopher Freeman et Francisco Louçã, *As time goes by, From the Industrial Revolutions to the Information Revolution*, Oxford University Press, 2002.